

MANDELA, L'HOMME AU MANDAT UNIQUE, TRAHI PAR LES SIENS

Système de «corruption légalisée» en Afrique du Sud

Nelson Mandela, l'homme au mandat unique, et encore, ce mandat, il l'avait accepté difficilement, ne doit pas reconnaître ce que les «siens» ont fait de l'Afrique du Sud où règne maintenant un système de «corruption légalisée». Le pouvoir absolu corrompt absolument...

En dépit d'accusations de corruption, le président Jacob Zuma a été réélu à la direction du Congrès national africain (ANC) le 18 décembre dernier. Mais les signes de fragilisation se multiplient, comme la création du parti Agang (Construisons) par la célèbre militante antiapartheid Mamphela Ramphele, en vue de l'élection présidentielle de 2014. La sanglante répression de la grève des mineurs de Marikana, le 16 août 2012, a révélé l'ampleur de la crise sociale et les débats qu'elle suscite dans le pays. Depuis la présidence de Thabo Mbeki (1999-2008), la collusion entre le monde des affaires et la classe dirigeante noire est patente. Ce mélange des genres trouve son incarnation dans

la personne de Cyril Ramaphosa, 60 ans, successeur désigné de M. Zuma, élu vice-président du «Congrès national africain» (African National Congress, ANC) en décembre 2012. A la veille du massacre de Marikana, M. Ramaphosa avait envoyé un message électronique à la direction de Lonmin, lui conseillant de résister à la pression exercée par les grévistes, qu'il qualifiait de «criminels».

Propriétaire de McDonald's Afrique du Sud et président, entre autres, de la société de télécommunications MTN, M. Ramaphosa est aussi l'ancien secrétaire général de l'ANC (1991-1997) et du Syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers NUM, 1982-1991). Acteur central

des négociations de la transition démocratique entre 1991 et 1993, il sera évincé par M. Mbeki de la course à la succession de Nelson Mandela.

En 1994, le voici recyclé dans les affaires, patron de New African Investment (NAIL), première société noire cotée à la Bourse de Johannesburg, puis premier milliardaire noir de la «nouvelle» Afrique du Sud. Il dirige aujourd'hui sa propre société, Shanduka, active dans les mines, l'agroalimentaire, les assurances et l'immobilier. Parmi ses beaux-frères figurent Jeffrey Radebe, ministre de la Justice, et Patrice Motsepe, magnat des mines, patron d'African Rainbow Minerals (ARM). Celui-ci a tiré profit du Black Economic Empowerment (BEE) mis en œuvre par l'ANC : censé profiter aux masses «historiquement désavantagées», selon la phraséologie de l'ANC, ce processus de «montée en puissance économique des Noirs» a en fait

favorisé la consolidation d'une bourgeoisie proche du pouvoir.

Le pillage à grande échelle

Moeletsi Mbeki, le frère cadet de l'ancien chef d'Etat, universitaire et patron de la société de production audiovisuelle Endemol en Afrique du Sud, dénonce un système de «corruption légalisée». Il souligne les effets pervers du BEE : promotion «cosmétique» de directeurs noirs (fronting) dans les grands groupes blancs, salaires mirobolants pour des compétences limitées, sentiment d'injustice chez les professionnels blancs dont certains préfèrent émigrer. Si l'adoption d'une charte de BEE dans le secteur minier, en 2002, en a fait passer 26% entre des mains noires, elle a aussi promu nombre de barons de l'ANC à des postes de direction importants. Manne Dipico, ancien gouverneur de la

province du Cap-Nord, occupe ainsi la vice-présidence des opérations sud-africaines du groupe diamantaire De Beers. Le BEE a aussi favorisé des anciens de la lutte contre l'apartheid, qui ont renforcé leur position d'influence au sein du pouvoir. M. Mosima (Tokyo) Sexwale, patron du groupe minier Mvelaphanda Holdings, a pris en 2009 la direction du ministère des Human Settlements (bidonvilles). Quant à Patrice Motsepe, il se distingue dans le classement Forbes 2012 au quatrième rang des fortunes d'Afrique du Sud (2,7 milliards de dollars). Il a rendu un grand service à l'ANC en annonçant le 30 janvier le don de la moitié de ses avoirs familiaux (100 millions d'euros environ) à une fondation qui porte son nom, pour aider les plus pauvres. Même s'il ne fait pas d'émules, on ne pourra plus reprocher à l'élite noire de ne pas partager son argent.

LSC

LU DANS LE «RAPPORT 2006» DE SNC LAVALIN «Régie d'entreprise : une gestion responsable et transparente» !

«Nos actionnaires, comme tous nos partenaires, sont en droit de s'attendre à recevoir une information transparente et complète sur nos résultats. D'ailleurs, depuis quelques années, la qualité de la publication de l'information d'entreprise de SNC Lavalin a été soulignée. En 2006, la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance a décerné à SNC Lavalin une mention honorable lors de la cérémonie de remise du prix Gavel de gouvernance, et l'entreprise s'est classée au deuxième rang parmi les 204 entreprises canadiennes servant à établir l'indice composé S&P/TSX dans l'enquête du «Globe and Mail» sur les pratiques en matière de régie d'entreprise.» Cet extrait du Rapport d'activités pour l'année 2006 de SNC Lavalin montre à quel point les satisfecit et autres distinctions pour bonne gouvernance peuvent être trompeurs. Les scandales de corruption concernant SNC Lavalin n'ont en fait jamais été bien loin...

D. H.

Frugalité à la chinoise

Soucieux de se forger une image de «M. Propre», M. Xi Jinping – qui deviendra officiellement président de la République populaire de Chine au début du mois de mars – a appelé les cadres communistes à plus de frugalité, à la veille du Nouvel An lunaire (*South China Morning Post*, 9 février). Le chef du Parti communiste, Xi Jinping, dans un effort apparent pour lutter contre la corruption et freiner le gaspillage des fonds publics, a appelé les agences gouvernementales, les entreprises publiques et les organismes à but non lucratif à mettre fin à leurs dépenses extravagantes. (...) Son souhait a été interprété par de nombreux responsables comme une directive politique, et des millions de dîners d'affaires [dans des restaurants de luxe] ont été annulés.

ITALIE

Plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale découverts en 2012

La police financière italienne (GDF) a découvert plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2012 et dénoncé à la justice près de 12 000 personnes, selon un communiqué qui trace jeudi dernier le bilan d'un an de lutte contre ce phénomène.

Les enquêteurs de la GDF ont ainsi découvert 8 617 fraudeurs totalement inconnus du fisc car ils ne déclaraient aucun revenu, alors que les sommes occultées par ces derniers atteignent le chiffre de 22,7 milliards d'euros. La police a également retrouvé la trace de 17,1 mil-

liards d'euros considérés comme fruits d'une évasion fiscale internationale, c'est-à-dire l'utilisation de sociétés fictives basées dans des paradis fiscaux. La GDF fait état également de «16,3 milliards d'euros supplémentaires concernant d'autres phénomènes d'évasion», pour un total de 56,1 milliards d'euros. La GDF a dénoncé aux autorités judiciaires 11 769 personnes considérées responsables de divers délits fiscaux, précise le communiqué. La chasse aux fraudeurs du fisc, un véritable fléau en Italie, ne connaît pas de trêve depuis l'arrivée au pouvoir à l'automne 2011 du

chef de gouvernement Mario Monti, même si des progrès restent encore à faire contre cette plaie affectant les rentrées fiscales de la péninsule. «Nous poursuivrons avec décision notre action pour récupérer les ressources volées à l'Etat», a déclaré le général Capolupo, commandant de la GDF.

La police financière a également découvert environ 30 000 travailleurs en situation irrégulière dont 16 233 complètement au noir. Elle a mis sous séquestre plus d'un milliard d'euros de biens divers appartenant aux fraudeurs.

AFFAIRE FINMECCANICA

Des officiels indiens vont se rendre en Italie

Deux enquêteurs fédéraux indiens vont venir en Italie cette semaine afin de rencontrer le procureur italien qui a mené l'enquête et porté les accusations de corruption contre le groupe italien Finmeccanica. Une procédure d'annulation d'un contrat de 560 millions d'euros, portant sur l'acquisition de 12 hélicoptères, a été lancée vendredi 15 février par le gouvernement indien. Pour rappel, dix mois après sa mise en examen pour corruption internationale, le patron du groupe de défense Finmeccanica, Giuseppe Orsi, a été arrêté récemment à Rome.

L'ancien président brésilien bientôt interrogé sur une affaire de corruption

L'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva devrait prochainement faire l'objet d'une enquête pour une affaire de corruption ayant entraîné la condamnation de plusieurs de ses anciens collaborateurs. Le procureur général Roberto Gurgel a pris cette décision après les déclarations à la presse de Marcos Valerio, ancien responsable des relations publiques du Parti des travailleurs au pouvoir (PT), lui-même condamné en octobre à quarante ans de prison.

Ce dernier affirme que Lula, président de 2003 à 2010, était au courant d'un système d'achats de votes parlementaires montés par des responsables de sa formation. L'ancien chef de l'Etat a démenti. Le procureur général a décidé de ne pas traiter lui-même cette affaire et l'a confiée à une juridiction subalterne. Depuis son départ du pouvoir, Lula ne jouit d'aucune immunité. Une vingtaine de cadres du PT, parfois proches de Lula, ont été condamnés

à l'automne à l'issue du plus vaste procès pour une affaire de corruption jamais organisé dans le pays. Le scandale provoqué par la révélation de l'ampleur du réseau a fragilisé la présidente Dilma Rousseff, également issue du Parti des travailleurs. Marcos Valerio accuse notamment l'ancien président d'avoir autorisé l'octroi par les banques publiques de prêts au PT destinés à payer les pots-de-vin versés aux parlementaires. Même si la popularité de Lula, qui n'a pas exclu de se représenter à l'élection présidentielle en 2014, reste très élevée, le procès a terni son image et ses opposants jugent que les personnalités impliquées dans le réseau étaient trop proches de l'ancien chef d'Etat pour qu'il ait pu ignorer son existence. Parmi les condamnés figurent l'ancien chef de cabinet de Lula et cofondateur du PT, président du parti à l'époque des faits, révélés en 2005, et son trésorier.

LSC

Un mot pour le dire : traçabilité

Inconnu du *Petit Robert* jusqu'en 1997, défini par *Le Petit Larousse* comme la «possibilité de suivre un produit aux différents stades de sa production, de sa transformation et de sa commercialisation», ce néologisme – qui existe sous une forme anglaise «traceability» –, dérivé du latin tractus («tracer»), n'apparaît que vers les années 90, dans un article sur le contrôle des «produits sanguins placentaires» lié à la crise sanitaire du sang contaminé. Le concept n'en demeure pas moins ancien si l'on se réfère, par exemple, au marquage des animaux... A la suite du scandale des lasagnes au cheval en France et en Europe, Findus France a mis en place des contrôles ADN sur ses lots contenant de la viande de bœuf et «s'engage à tout mettre en œuvre pour garantir la qualité et la traçabilité» auprès des consommateurs. Traçabilité contre les vols de câbles ou contre la contrefaçon des jouets fabriqués en Chine ; pour mieux gérer la pêche du thon rouge ; traçabilité de l'utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi afin d'éviter les détournements ; de l'or guyanais ; des explosifs civils ; des virements de fonds pour lutter contre le blanchiment des capitaux... Ces exemples récents montrent que le défaut de traçabilité est source de tracas.